



**VENDREDI 11
OCTOBRE 2019
14H TRAM PURPAN**

« **QUAND UN HÔPITAL BRÛLE
IL FAUT REAGIR VITE** »

RASSEMBLEMENT



GÉNÉRAL



DES SALARIE.E.S DU

CHU DE TOULOUSE

**CONVERGENCES DE TOUS LES
SERVICES DU CHU et d'autres CLINIQUES**

EN LUTTE POUR LES MÊMES RAISONS :

**MANQUE D'EFFECTIF, DE LITS,
MANQUE DE RECONNAISSANCE**

Médecins - Soignant.e.s - Administratifs - Techniques - Contractuel.lesSous-traitant - Usager.e.s

Lettre ouverte à la ministre de la Santé



Madame **Buzyn**,

Comme nous le disions dans notre clip **Basique** :
« *Quand un hôpital brûle, il faut réagir vite.* »



Nous sommes en train de vivre une situation exceptionnelle au CHU de Toulouse, comme dans beaucoup d'hôpitaux, nous n'acceptons plus, ne supportons plus dans notre chair les conditions de travail et la dégradation des soins que vous nous imposez. Jeudi 26 septembre, 23 arrêts maladies et des agents grévistes ont contraint le service des urgences de Purpan de fermer pour la première fois de son histoire ainsi que deux services de traumatologie. Nous espérons que vous n'allez pas, encore une fois, remettre en cause le fait que vous nous rendez malades...

Il a fallu beaucoup d'humiliation, de violence et de mépris de la part de notre direction et du ministère pour en arriver à une telle situation. Cet épisode montre concrètement que **sans les paramédicaux, l'hôpital public ne fonctionne plus**. Ce jour, 152 lits sont fermés au CHU de Toulouse du fait de toutes les absences non compensées...

Vous n'êtes pas sans savoir que le mouvement aux urgences et en traumatologie est d'ores et déjà puissant et **nous appelons à ce qu'il s'étende à d'autres services du CHU de Toulouse et bien sûr à d'autres services d'autres hôpitaux** en France comme en a appelé le collectif inter-urgences.

Les salarié.e.s de la santé mobilisé.e.s vous obligent maintenant à prendre des mesures d'envergures pour rattraper le retard qu'à la France dans ses moyens donnés à l'Hôpital Public (3,6% du PIB, le plus bas d'Europe). **C'est bien en milliards d'euros que cela se joue**, immédiatement et aussi dans le cadre du Projet de Loi sur le Financement de la Sécurité Sociale PLFSS ou la proposition de 2,3% d'augmentation de l'Objectif National de Dépense de l'Assurance Maladie est scandaleusement faible au regard des enjeux et ne laisse aucun doute sur votre volonté de poursuivre l'austérité dans la santé.

Très concrètement, nous vous joignons les revendications précises des services en lutte du CHU de Toulouse. Ces mesures et des moyens suffisants pour financer 1500 postes au CHU sont finançables immédiatement en exonérant notre structure par arrêté ministériel de la taxe sur les salaires en 2019 (40 millions d'euros), ou en compensant ou annulant l'encours de la dette du CHU de Toulouse auprès des banques privées (60 millions d'euros). Car, il n'est pas question que la satisfaction de ces revendications prive d'autres services de moyens. Ces mesures sont valables pour tous les hôpitaux de France.

Parce que nous n'acceptons pas que nos collègues tombent à cause des conditions de travail et du management, Parce que nous n'acceptons pas que nos patient.e.s soient mal soigné.e.s du fait de votre politique, Vous savez que nous ne lâcherons rien car nous tenons au service public hospitalier et que nous luttons pour obtenir des meilleures conditions de soins pour nos patient.e.s pour les années qui arrivent...

Nous savons que la politique de désengagement de l'État dans la santé au profit des investisseurs et du privé lucratif de ce gouvernement (et des précédents...) est responsable de tous nos maux. Si vous ne prenez pas vos responsabilités immédiatement nous demanderons votre démission du ministère pour votre incapacité à comprendre la situation et notre détermination.

**Collectif inter-urgences Toulouse
CGT CHU Toulouse
SUD Santé Sociaux 31**